

LE TEMPS

© Le Temps 16.05.2006

Deux maisons genevoises pour Jean-Jacques Rousseau

POLEMIQUE. Enjeux multiples autour de la réfection de la salle Ami-Lullin discutée ce soir au Conseil municipal

Lorette Coen

Il doit bien rire, Jean-Jacques, de tant de passions genevoises déchaînées autour de sa personne! Lui qui avait quitté précipitamment la cité pour mener une existence errante, voici qu'on se soucie ardemment de le loger et deux fois plutôt qu'une. On sait la polémique autour de l'Espace Rousseau, situé au 40, Grand-Rue, dans la Vieille-Ville, et fermé depuis le 1er janvier dernier. On sait moins qu'elle se complique d'une autre, autour de la salle Ami-Lullin, située au rez de la Bibliothèque publique et universitaire (BPU), qui fait office de musée de l'institution, réservé à ses collections précieuses, dont un très important ensemble Rousseau.

Depuis longtemps, la vétusté de cette salle, principalement fréquentée jusqu'ici par des chercheurs, ne lui permet pas de remplir dignement sa fonction. Son état, que personne ne conteste, appelle une réfection et une modernisation urgentes. Surtout - tel est bien le projet - si l'on veut en faire un lieu d'accès public. Proposée par le Conseil administratif, portée par Patrice Mugny, chargé des Affaires culturelles, cette réfection, estimée à près de 1,4 million de francs, a été refusée en commission; elle devrait faire l'objet d'une discussion ce soir au Conseil municipal de Genève.

Par ailleurs, une motion, présentée par des conseillers municipaux d'obédiences diverses, demande un «soutien à l'Espace Rousseau et son rattachement à la BPU». Soutien refusé par Patrice Mugny, ce qui a provoqué la fermeture de l'Espace. «Pourquoi et à quel titre Genève devrait-elle prendre en charge les institutions issues d'initiatives privées lorsqu'elles n'arrivent plus à tourner?» Pour Jean-Jacques Rousseau, Patrice Mugny ne le cache pas, il cultive d'autres projets. Mais les promoteurs de l'Espace Rousseau ne l'entendent pas de cette oreille, qui mènent une campagne ardente et internationale pour parvenir à leurs fins et d'abord la réouverture de l'Espace, moyennant les 150000 francs qui manquent.

Un espace d'évocation

Le travail de lobby s'amplifiant, leurs ambitions augmentent. Gérald Sapey, président de la Fondation de l'Espace Rousseau, s'exclame: «Je ne comprends pas comment nos autorités ne voient pas tout le profit, non seulement culturel mais aussi économique, touristique, politique, qu'elles pourraient tirer à récupérer Rousseau!» Mais qu'est-ce que l'Espace consacré au philosophe? Un lieu symbolique, puisque du logis originel où aurait grandi le philosophe, il ne reste plus rien, hormis l'adresse. Ne possédant aucune collection, que montrait-il? Un parcours audiovisuel en plusieurs langues. On y a aussi organisé différentes animations: collégiens invités à jouer du rap sur un texte de Rousseau, concours de bandes dessinées, concert dans la cour de l'Hôtel de ville. «Nous avons voulu en faire un espace d'évocation destiné au grand public», résume Gérald Sapey.

Refusant d'opposer, pour sa part, publics érudit et populaire, Patrice Mugny fait de la rénovation et de la mise en valeur de la salle Ami-Lullin une priorité. Surtout, il songe à son projet d'Espace des Lumières, à mettre sur pied en collaboration avec le Musée Voltaire, en vue des célébrations du tricentenaire de Rousseau. Mais il sait que la réfection de la salle risque de se heurter à un obstacle de taille: pourquoi le Conseil municipal accepterait-il d'investir dans des travaux à la BPU, alors qu'il souhaite que l'Etat genevois prenne en charge la bibliothèque universitaire comme cela se pratique dans les autres cantons?